Procès-verbal des délibérations du conseil municipal de la commune de HUNAWIHR Séance du 12 décembre 2022

Sous la présidence de Monsieur Gabriel SIEGRIST, Maire

Monsieur le Maire souhaite la bienvenue à tous les membres présents, et ouvre la séance à 20 h.

Membres présents : Mesdames et Messieurs Laura SIPP, Jean ZORNINGER, Richard FULWEBER, Olivier ADAM, Stéphan GRAPPE, Hafid BEN EL KEBIR (arrivé au point 4), Christophe KURTZ, Sonia LAUNAY (arrivée au point 3-1), Stéphane LECOMTE, Nicolas REINER, Frédéric SEILER.

Membres absents excusés et non représentés : Sophie HERVILLARD, Cécilia HIRTZ.

Membres absents non excusés : /

Ont donné procuration : Sébastien HATSCH à Jean ZORNINGER

Date de la convocation : - fixant la date du conseil municipal : le 9 novembre 2022

- transmission de l'ordre du jour : le 8 décembre 2022

A l'ordre du jour :

- 1- Approbation du compte rendu du Conseil Municipal du 19 septembre 2022.
- 2- Rapport du Maire sur les décisions prises dans le cadre de la délégation du Conseil Municipal
- 3- Questions financières
 - 3-1 : Tarifs communaux 2023
 - 3-2 : Tarifs de location des salles communales aux associations 2023
 - 3-3 : Aides financières pour la réhabilitation des bâtiments 2023
 - 3-4 : Aides financières pour la restauration des murets de vignes 2023
 - 3-5 : Montant de la participation à l'assainissement collectif (PAC) 2023
 - 3-6 : Fixation du prix de l'eau et de l'assainissement 2023
 - 3-7 : Tarif de location des compteurs communaux 2023
 - 3-8 : Attribution d'une aide financière pour la réhabilitation d'un bâtiment (réfection de façades, réhabilitation d'un bâtiment)
 - 3-9 : Service Général : Ouverture de crédits avant le vote du budget
 - 3-11 : Budget Annexe Eau-Assainissement : Ouverture de crédits avant le vote du budget
- 4- Société publique locale Colmarienne des Eaux : prise de participation de la commune au capital de le SPL
- 5- Servitude de vue pour création d'une fenêtre en façade par un particulier cour du Presbytère protestant
- 6- Communauté de Communes du Pays de Ribeauvillé :
 - 6-1 : Approbation du projet de modification des statuts
 - 6-2 : Mutualisation de la plateforme d'expertise SVP : adhésion
- 7- Réexpertise de la Commune dans l'association des Plus Beaux Villages de France : confirmation du classement – approbation de la charte Qualité 2022
- 8- Bail emphytéotique conclu avec le « Centre relais des cigognes – élevage de cigognes » : avenant de prolongation n°3– autorisation de signature

- 9- Personnel communal :
 - 9-1 Temps de travail dans la fonction publique - 1607 heures
- 10- Point d'apport volontaire : mise en place d'un dispositif de vidéoprotection
- 11- Motion Association des Maires de France sur les finances locales
- 12- Divers
- 13- Compte rendu des commissions et représentations extérieures
- 14- Informations

1- Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 19 septembre 2022

Le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 19 septembre 2022, préalablement transmis aux conseillers, n'appelle pas d'observation de la part de l'assemblée. Il est adopté à l'unanimité.

2- Rapport du Maire sur les décisions prises dans le cadre de la délégation du Conseil Municipal

Monsieur le Maire fait part aux conseillers des décisions prises dans le cadre de la délégation de fonction accordée par le Conseil Municipal (Délibération du Conseil Municipal du 23 mai 2020) :

2-1 Concessions de passage en forêt : arrivée à terme du contrat de concession

- La concession de passage en forêt communale située en parcelle forestière n°1, chemin forestier du Helfant, établie le 23 juin 2010, avec Madame Nicole est arrivée à échéance.

Le Maire, par décision en date du 10 novembre 2022 a renouvelé à Madame Nicole BRONNER la concession de passage sur le chemin forestier du « Helfant » en parcelle forestière n°1 de la forêt communale afin de lui faciliter l'exploitation de ses parcelles de vigne (section 5 n°18 et 19), aux conditions ci-après exposées :

- maintien de la durée de la concession à neuf ans ;
- fixation de la redevance annuelle à 14 euros, non indexée ;
- maintien de toutes les autres clauses de la convention.

Le contrat de concession correspondant établi prend effet au 1er mai 2022.

- La concession de passage en forêt communale située en parcelle forestière n°1, chemin forestier du Helfant, établie le 23 juin 2010, avec Monsieur Gilbert MARSCHALL est arrivée à échéance.

Le Maire, par décision en date du 10 novembre 2022 a renouvelé à Monsieur Gilbert MARSCHALL la concession de passage sur le chemin forestier du « Helfant » en parcelle forestière n°1 de la forêt communale afin de lui faciliter l'exploitation de sa parcelle de vigne (section 5 n°20), aux conditions ci-après exposées :

- maintien de la durée de la concession à neuf ans ;
- fixation de la redevance annuelle à 14 euros, non indexée ;
- maintien de toutes les autres clauses de la convention.

Le contrat de concession correspondant établi prend effet au 1er mai 2022.

2-2 Remboursement de sinistres :

- sinistre du 26 avril 2022 : choc d'un véhicule sur le candélabre d'éclairage public devant le 15 route de Ribeauvillé

Le Maire, par décision n°8/2022 en date du 21 novembre 2022 a accepté le versement par GROUPAMA ALSACE, assureur de la Commune, d'un chèque d'un montant de 310.00 € en remboursement de la franchise suite à recours auprès de l'assurance du tiers dans le dossier du choc de véhicule contre le candélabre d'éclairage devant le 15 route de Ribeauvillé.

Ce versement représente le 2ème acompte du montant total des réparations fixé à 1 764.00 euros (couvrant l'ensemble de la réparation) ; le solde, soit 264.60 euros, sera versé sur présentation de la facture des travaux.

- sinistre du 27 septembre 2021 : Eglise : remplacement de vitraux suite à bris de glace

Le Maire, par décision n°9/2022 en date du 29 novembre 2022 a accepté le versement par GROUPAMA ALSACE, assureur de la Commune, d'un chèque d'un montant de 349.00 € en remboursement des frais de remplacement de vitraux à l'Eglise. Ce versement représente la prise en charge de la dépense effectuée pour la réparation, la franchise de 311.00€ restant à la charge de la commune.

3 - Questions financières

3-1 Tarifs communaux 2023 aux particuliers et professionnels

Lors de la réunion des « commissions réunies » du 8 décembre dernier, les conseillers ont proposé de revaloriser les tarifs communaux à compter du 1^{er} janvier 2023 et ont arrêté la proposition ci-dessous soumise au vote :

- augmentation de 3% appliquées aux tarifs communaux (sauf pour le tarif des photocopies inchangé), prenant en compte la moitié de la variation des prix à la consommation harmonisés sur 1 an (+6.2%) ;
- revalorisation des tarifs de l'électricité prenant en compte les augmentations fixées pour l'année à venir (+ 15 %) pour les tarifs réglementés ;

- maintien du tarif du gaz dans l'attente du résultat de la consultation lancée par le regroupement des 2 communautés de communes ; le nouveau contrat groupe prendra effet au 1^{er} mai 2023.

Le tarif du gaz sera révisé au moment du vote du budget communal.

- revalorisation de 3% des tarifs de location des salles communales et de 6% pour les tarifs de location de la salle polyvalente aux extérieurs et professionnels.

Après discussion, le Conseil Municipal, décide, à l'unanimité, de fixer, à compter du 1^{er} janvier 2023, les tarifs communaux comme suit :

	En vigueur depuis	Tarif antérieur	Unité	Tarif 2021		Tarifs 2022		proposition des commissions réunies pour 2023	
				€	Augm	€	Augm	€	Augm
TARIFS AUX PARTICULIERS ET PROFESSIONNELS									
Droit de tolérance pour ouverture de fenêtres (par fenêtre)	1/1/10	6,00		6,82	1,00	7,02	1,03	7,23	1,03
Emplacement pour ruchers mobiles (par ruche)	1/1/10	3,50		3,92	1,00	4,04	1,03	4,16	1,03
Droit de place (par mètre linéaire)	1/1/10	2,00		2,26	1,00	2,33	1,03	2,40	1,03
Droit de place camions pizzas ou plats à emporter :									
par an, pour un passage hebdomadaire	1/1/10	312,00		354,67	1,00	365,31	1,03	376,27	1,03
par an, pour un passage tous les 15 jours	1/1/10	156,00		177,34	1,00	182,66	1,03	188,14	1,03
Concession de tombe au cimetière									
pour 30 ans : 2 m ²	1/1/12	160,00		181,88	1,00	187,34	1,03	192,96	1,03
pour 30 ans : 4 m ²	1/1/12	320,00		363,76	1,00	374,67	1,03	385,91	1,03
pour 15 ans : 2m ²	1/1/12	100,00		113,68	1,00	117,09	1,03	120,60	1,03
pour 15 ans : 4 m ²	1/1/12	200,00		227,35	1,00	234,17	1,03	241,20	1,03
Tarif des photocopies									
A4 NB (tarif doublé pour la couleur)	1/1/02	0,15		0,15	1,00	0,15	1,00	0,15	1,00
A3 NB (tarif doublé pour la couleur)	1/1/02	0,30		0,30	1,00	0,30	1,00	0,30	1,00
Location de la salle polyvalente									
pour les extérieurs et professionnels : le week end	1/1/10	300,00		505,00	1,00	550,00		583,00	1,06
pour les extérieurs et professionnels : une journée	1/1/10	228,00		303,00	1,00	350,00		371,00	1,06
pour les extérieurs et professionnels : pour la cuisine	1/1/10	80,00		101,00	1,00	110,00		116,60	1,06
pour les habitants : le week end	1/1/10	200,00		303,00	1,00	312,09	1,03	321,45	1,03
pour les habitants : une journée	1/1/10	150,00		202,00	1,00	208,06	1,03	214,30	1,03
pour les habitants : pour la cuisine	1/1/10	40,00		50,50	1,00	52,02	1,03	53,58	1,03
équipement technique (sono-vidéo-projection)	1/1/19			50,50	1,00	52,02	1,03	53,58	1,03
Tarif des charges									
Electricité	1/1/10	0,23	€/kWh	0,31	1,00	0,32	1,03	0,37	1,15
Gaz	1/1/10	0,84	€/m ³	0,93	1,00	1,40	1,50	1,40	1,00
Frais pour ménage non effectué	1/1/10	76,00		151,50	1,00	156,05	1,03	160,73	1,03
Frais pour tri non effectué	1/1/10	15,00		50,50	1,00	52,02	1,03	53,58	1,03
caution	1/1/10	3 000,00		3 200,00		3 200,00		3 200,00	
Location de la salle du rez-de cour du Presbytère									
A la société Weight Watchers (par séance pour une occupation hebdomadaire)				43,51	1,00	44,82	1,03	47,51	1,06
Aux habitants (arrhes : 25% du montant de la location) :									
pour les habitants : le week end	7/4/11			166,65	1,00	171,65	1,03	176,80	1,03
pour les habitants : une journée	7/4/11			111,44	1,00	114,78	1,03	118,22	1,03
Tarif des charges									
Frais pour ménage non effectué	7/4/11			101,00	1,00	104,03	1,03	107,15	1,03
frais de tri	7/4/11			30,30	1,00	31,21	1,03	32,15	1,03
caution	7/4/11			1 600,00		1 600,00		1 600,00	

3-2 Tarifs de location des salles communales aux associations 2023

Lors de la réunion des « commissions réunies » du 8 décembre dernier, les conseillers ont proposé de revaloriser les tarifs communaux à compter du 1^{er} janvier 2023 et ont arrêté la proposition ci-dessous soumise au vote :

- revalorisation de 3% des tarifs de location des salles communales.
- facturation des charges de chauffage et d'électricité au-dessus d'un montant de 50 euros pour chacune de ces utilisations (par application d'une déduction de 50 euros sur chaque facture) ;
- maintien de toutes les autres conditions en vigueur.

Après discussion, le Conseil Municipal, décide, à l'unanimité, de fixer, à compter du 1^{er} janvier 2023, les tarifs communaux comme suit :

	En vigueur depuis	Tarif antérieur	Unité	Tarif 2021		Tarifs 2022		proposition des commissions réunies pour 2023	
				€	Augm	€	Augm	€	Augm
LOCATION DES SALLES COMMUNALES AUX ASSOCIATIONS									
Location de la salle polyvalente									
Aux donateurs de sang et pros de la récré (forfait annuel)	1/1/10	47,00		52,00	1,00				
Aux associations de la commune pour leurs manifestations (y compris les parolisses)									
Tarif des charges									
Electricité			€/kWh			0,32	1,03	0,37	1,15
Gaz			€/m3			1,40	1,50	1,40	1,00
Frais pour ménage non effectué						104,03	1,03	104,03	1,03
Frais pour tri non effectué						31,21	1,03	31,21	1,03
caution						3 200,00		3 200,00	
Aux associations de la commune pour une occupation hebdomadaire, hors vacances scolaires, soit 36 sem									
occupation hebdomadaire de 1 heure	1/1/10	140,00	€/an	156,02	1,00	100,00	0,64	103,00	1,03
occupation hebdomadaire pour chaque heure consécutive	1/1/10	70,00	€/an	77,48	1,00	50,00	0,65	51,50	1,03
occupation ponctuelle pour 1 heure	1/1/10	4,00	€/h	4,45	1,00	5,00	1,12	5,15	1,03
occupation hebdomadaire pour chaque heure consécutive	1/1/10	70,00	€/an	77,48	1,00	50,00	0,65	51,50	1,03
forfait ménage	1/1/10	245,00	€/an	272,79	1,00	200,00	0,73	206,00	1,03
Aux associations de la commune pour une occupation hebdomadaire, hors jours fériés, soit 52 sem									
occupation hebdomadaire	10/10/13	202,00	€/an/h	225,02	1,00	140,00	0,62	144,20	1,03
occupation hebdomadaire pour chaque heure consécutive						70,00		72,10	1,03
forfait ménage	10/10/13	353,00	€/an	393,78	1,00	290,00	0,74	298,70	1,03
Location de la salle du rez-de cour du Presbytère									
Aux associations :									
utilisation ponctuelle pour une manifestation à but non lucr	7/4/11			gratuit		gratuit		gratuit	
Location de la salle de la Maison Forestière (pour activités spécifiques)									
forfait				200,00	1,00	200,00	1,00	206,00	1,03
Location de la salle de motricité de l'école (location uniquement aux associations)									
Tarifs identiques à ceux de la salle polyvalente									

3-3 Aides financières pour la réhabilitation des bâtiments 2023

Après discussion, le Conseil Municipal, suivant la proposition des « commissions réunies » du 8 décembre dernier, décide, à l'unanimité, de revaloriser de 3%, à compter du 1er janvier 2023, les montants des subventions octroyées aux propriétaires qui décident de rénover leur immeuble, la date d'achèvement des travaux faisant foi :

	En vigueur depuis	Tarif antérieur	Unité	Tarif 2021		Tarifs 2022		proposition des commissions réunies pour 2023	
				€	Augm	€	Augm	€	Augm
Aide financière pour la réhabilitation des bâtiments									
Barème en l'absence de facture									
Réfection des façades sans colombages			€/m ²	4,36	1,00	4,49	1,03	4,62	1,03
Réfection des façades avec colombages			€/m ²	12,02	1,00	12,38	1,03	12,75	1,03
Restauration de pierres de taille en grès			€/m ²	13,55	1,00	13,96	1,03	14,38	1,03
Peinture seule sur façades sans colombage apparent			€/m ²	2,18	1,00	2,25	1,03	2,32	1,03
Mise en peinture seule des façades avec colombage apparent			€/m ²	5,46	1,00	5,62	1,03	5,79	1,03
Réfection de muret en pierre visible du domaine public									
Muret en pierres sèches			€/m ²	38,26	1,00				
Muret en moellons cimentés			€/m ²	27,33	1,00				
Travaux réalisés par une entreprise sur présentation de facture									
Taux de subvention selon revenu fiscal annuel de référence du foyer fiscal									
- de 30 000 €				15%		15%		15%	
entre 30 000 € et 45 000 €				10%		10%		10%	
+ de 45 000 €				5%		5%		5%	
En l'absence d'indication de revenus									
Pour les SCI ou les copropriétés									
Le plafond de subvention est fixé à 4 500 euros, tous les 10 ans pour une même maison, quelque soit				4 545,00	1,00	4 681,00	1,03	4 821,00	1,03

3-4 Aides financières pour la réhabilitation des murets de vignes et pour la construction ou réfection de murets en pierre sèche dans la zone bâtie 2023

A l'instar des subventions octroyées aux propriétaires qui décident de rénover leur immeuble, et afin d'inciter à la restauration ou à la reconstruction des murets du vignoble pour préserver la beauté du paysage viticole, la subvention communale par m2 restauré ou reconstruit est reconduite.

Le Conseil Municipal, suivant la proposition des « commissions réunies » du 8 décembre dernier, décide, à l'unanimité, de revaloriser de 3%, la subvention, à compter du 1er janvier 2023 et d'appliquer le même tarif au m2 que les travaux concernent la restauration ou la reconstruction des murets du vignoble, ou la construction ou réfection de murets en pierre sèche visibles du domaine public dans la zone bâtie.

Les projets devront faire l'objet, au préalable, d'une déclaration de travaux.

Les types de travaux subventionnables sont les suivants :

	En vigueur depuis	Tarif antérieur	Unité	Tarif 2021		Tarifs 2022		proposition des commissions réunies pour 2023	
				€	Augm	€	Augm	€	Augm
Subvention pour la restauration ou la reconstruction des murets du vignoble									
Barème	1/1/10								
Muret en pierres sèches (recommandé)		71,00	€/m ²	74,62	1,00	76,86	1,03	79,17	1,03
Muret en moellons cimentés		51,00	€/m ²	53,60	1,00	55,21	1,03	56,87	1,03
ou pour la construction ou réfection de murets en pierre visibles du domaine public									
Muret en pierres sèches			€/m ²	38,26	1,00	76,86	2,01	79,17	1,03
Muret en moellons cimentés			€/m ²	27,33	1,00	55,21	2,02	56,87	1,03

3-5 Montant de la Participation à l'Assainissement collectif (PAC) 2023

Monsieur le Maire rappelle que la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PAC), qui a remplacé la participation pour raccordement à l'égout, a été instituée par délibération du 18 décembre 2012.

Après discussion, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide, à compter du 1er janvier 2023, d'augmenter de 3% les montants de la PAC.

Il est précisé que la participation sera perçue à raison de 50 % l'année de délivrance de l'autorisation, et 50 % l'année suivante.

	En vigueur depuis	Tarif antérieur	Unité	Tarif 2021		Tarifs 2022		proposition des commissions réunies pour 2023	
				€	Augm	€	Augm	€	Augm
Participation à l'assainissement collectif PAC									
par logement	18/12/12			1 698,26	1,00	1 749,21	1,03	1 801,69	1,03
par logement supplémentaire	18/12/12			424,56	1,00	437,90	1,03	450,42	1,03

3-6 : Fixation, à compter du 1er janvier 2023, du prix de l'eau et de l'assainissement :

Lors de sa réunion du 9 novembre dernier, le syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable et d'assainissement de Béblenheim et Environs (SIAEPABE) a décidé :

- d'augmenter le prix de l'eau de 2 centimes/m3 (0.02 €/HT/m3) ; il passe de 0.87 euro HT (0.91785 euro TTC) à 0.89 euro HT (0.93895 euro TTC) ;

- de maintenir le tarif de la redevance d'assainissement syndicale à 1.30 euro HT (1.43 euro TTC) par m3.

Monsieur le Maire propose de répercuter cette hausse pour 2023 ;

Le prix au m3 s'établit comme suit :

- tarif de l'eau : 2.17 €/ m3
- tarif de la redevance d'assainissement communale : 1.30 €/ m3 (inchangé)
- tarif de la redevance d'assainissement syndicale : 1.43 €/ m3 (inchangé)
- redevance pour pollution domestique : 0.350 €/ m3 (inchangée)
(fixée par l'Agence de l'Eau)
- redevance pour modernisation des réseaux collecte : 0.233 €/ m3 (inchangée)
(fixée par l'Agence de l'Eau)

Soit un prix total du m³ d'eau qui s'élève à 5,483 €/ m³.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal décident, à l'unanimité, d'adopter les nouveaux tarifs détaillés ci-dessus qui s'appliqueront à compter du 1^{er} janvier 2023.

3-7 : Tarif de location des compteurs communaux 2023

Le tarif de l'abonnement annuel fixé par délibération du 12 avril 2022 est complété comme suit :
(PM : DN : diamètre nominal)

- compteur DN 32 (en remplacement du DN 30) : 21.00 euros par an
- compteur DN 50 : 27.00 euros par an

Récapitulatif des tarifs de l'abonnement selon la capacité du compteur en place :

- compteur DN 15 : 15.00 euros par an (inchangé)
- compteur DN 20 : 15.00 euros par an (inchangé)
- compteur DN 25 : 21.00 euros par an (inchangé)
- compteur DN 32 : 21.00 euros par an (prix nouveau)
- compteur DN 40 : 24.00 euros par an (inchangé)
- compteur DN 50 : 27.00 euros par an (prix nouveau)

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal décident, par 11 voix pour (dont une procuration), 1 abstention (Stéphan GRAPPE), d'adopter les nouveaux tarifs détaillés ci-dessus qui s'appliqueront à compter du 1^{er} janvier 2023.

3- 8 Attribution d'aides financières pour la réhabilitation des bâtiments :

Monsieur le Maire rappelle que par délibération du 19 décembre 2011, complétée par celle du 10 octobre 2013, modifiées par la réactualisation des tarifs, le Conseil Municipal avait décidé de poursuivre la politique, non reconduite par le Conseil Général depuis le 1^{er} janvier 2010, de versement d'une subvention aux propriétaires qui décident de rénover leur immeuble, participant ainsi à l'embellissement de la commune selon des critères qu'il avait refondus.

Les dossiers ont été préalablement étudié en « commission Urbanisme-Permis ».

3-8-1 : Demande de Monsieur Gilbert RICHTER :

- Objet des travaux : rénovation d'une maison d'habitation située 9 rue de la Fontaine
- Autorisation : permis de construire n°06814720C0007
- Nature des travaux éligibles : réfection des façades et de la toiture
- Montant des travaux éligibles : 47 507.71 €HT
- Taux de subvention : 5%
- Montant de la subvention : 2 375.39 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 11 voix pour (dont une procuration), 1 abstention (Stéphan GRAPPE), décide :

- d'attribuer une aide financière de 2 375.39 € (5% de l'assiette éligible) à Monsieur Gilbert RICHTER pour la rénovation de la maison d'habitation (façades et toiture) située 9 rue de la Fontaine.

Il est rappelé que le plafond de subvention est fixé à 4 500 euros, tous les 10 ans pour une même maison, quelle que soit la nature des travaux.

3-8-2 Demande de Monsieur Albert WINTER :

- Objet des travaux : rénovation d'une maison d'habitation située 17 rue Sainte Hune
- Autorisation : déclaration préalable n°06814722C0005
- Nature des travaux éligibles : réfection des façades

- Montant des travaux éligibles : 16 760 €HT
- Taux de subvention : 15%
- Montant de la subvention : 2 514 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

- d'attribuer une aide financière de 2 514 € (15% de l'assiette éligible) à Monsieur Albert WINTER pour la rénovation de la maison d'habitation (façades) située 17 rue Sainte Hune.

Il est rappelé que le plafond de subvention est fixé à 4 500 euros, tous les 10 ans pour une même maison, quelle que soit la nature des travaux.

3-9 SERVICE GENERAL : Investissement : ouverture de crédits avant le vote du budget 2022

Le budget s'exécute du 1er janvier au 31 décembre. Le comptable dispose du même délai pour comptabiliser les titres et les mandats émis par l'ordonnateur.

L'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, du 1er janvier de l'exercice jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. Cette autorisation précise le montant et l'affectation des crédits.

Vu les crédits ouverts en section d'investissement sur le budget de l'année 2022 (Service Général) ;

Considérant la nécessité d'ouvrir les crédits d'investissement sans attendre l'adoption du budget primitif 2023,

Sur Proposition du Maire,

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite des opérations réelles d'investissement ouvertes au budget de l'exercice précédent fixées comme suit (hors remboursement d'emprunt) au niveau du chapitre :

Chapitre 21 : montant des crédits ouverts au Budget Primitif 2022 : 267 500 €

Montant ouvert pour 2023 :

Article 21318 « autres bâtiments publics » : 30 000 €

Article 2151 « réseaux de voirie » : 10 000 €

Article 21578 « autre matériel et outillage de voirie » : 5 000 €

Article 2184 « mobilier » : 5 000 €

Montant total chapitre 21 : 50 000 €

Chapitre 23 : montant des crédits ouverts au Budget Primitif 2022 : 519 315.09 €

Montant ouvert pour 2023 :

Article 2313 « constructions » : 30 000 €

Montant total chapitre 23 : 30 000 €

3-10 Budget Annexe Eau-Assainissement : Investissement : ouverture de crédits avant le vote du budget 2023

Le budget s'exécute du 1er janvier au 31 décembre. Le comptable dispose du même délai pour comptabiliser les titres et les mandats émis par l'ordonnateur.

L'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, du 1er janvier de l'exercice jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. Cette autorisation précise le montant et l'affectation des crédits.

Vu les crédits ouverts en section d'investissement sur le budget de l'année 2022 (Budget Annexe Eau-Assainissement) ;

Considérant la nécessité d'ouvrir les crédits d'investissement sans attendre l'adoption du budget primitif 2023,

Sur Proposition du Maire,

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite des opérations réelles d'investissement ouvertes au budget de l'exercice précédent fixées comme suit (hors remboursement d'emprunt) au niveau du chapitre :

Chapitre 20 : montant des crédits ouverts au Budget Primitif 2022 : 26 000.00 €

Montant ouvert pour 2023 :

Article 2031 « frais d'études » : 5 000 €

Montant total chapitre 23 : 5 000 €

Chapitre 23 : montant des crédits ouverts au Budget Primitif 2022 : 377 077.98 €

Montant ouvert pour 2023 :

Article 2315 « installations, matériels et outillage techniques » : 50 000 €

Montant total chapitre 23 : 50 000 €

4- Société publique locale Colmarienne des Eaux : prise de participation de la commune au capital de le SPL - Principe

Monsieur le Maire indique que les membres des commissions réunies ont reçu Monsieur François CHATAIN, Directeur Général, de la Colmarienne des Eaux le 8 décembre dernier. Ce dernier a présenté la nouvelle société issue de la transformation de la Société d'Economie Mixte en Société Publique Locale (SPL) COLMARIENNE DES EAUX et a pu répondre à toutes les questions des conseillers.

Il est rappelé que, depuis le 1^{er} janvier 1993, et d'abord sous forme de Société d'Economie Mixte Locale (SEML), la Société Publique Locale (SPL) COLMARIENNE DES EAUX a en charge la gestion des services publics de l'eau, de l'assainissement, de l'assainissement non collectif, de l'épuration et de l'ingénierie de l'Eau (maîtrise d'œuvre) au travers de contrats de la Commande publique.

1. Présentation de la SPL COLMARIENNE DES EAUX :

Depuis la transformation de la SEM en SPL intervenue le 5 mai 2022, le capital de la COLMARIENNE DES EAUX est de 360.000 euros détenus par six (6) actionnaires publics :

- Colmar Agglomération,
- Syndicat Intercommunal de Traitement des Eaux Usées de Colmar et Environs (SITEUCE),
- Syndicat Mixte d'Assainissement du Vignoble,
- Communauté des Communes de la Vallée de Munster,
- Syndicat des Eaux du Nord-Ouest de Colmar
- Communauté de Communes Pays Rhin-Brisach

Les SPL, comme les SEM locales, sont des sociétés anonymes régies par les dispositions du livre II du Code de commerce et, sauf dispositions contraires, aux règles régissant les SEM, prévues aux articles L.1521-1 et suivants du CGCT mais elles constituent surtout des outils mis à la disposition des collectivités territoriales leur permettant de recourir à une société commerciale sans publicité ni mise en concurrence préalable, dès lors que certaines conditions sont remplies.

Les articles L. 2511-1 et suivants du code de la commande publique s'agissant des marchés, et les articles L. 3211-1 et suivants de ce même code pour les concessions, posent trois conditions cumulatives à la reconnaissance d'une relation de « quasi-régie » :

- le contrôle exercé par le ou les pouvoirs adjudicateurs sur le ou leur cocontractant doit être analogue à celui qu'ils exercent respectivement sur leurs propres services ;
- l'activité du cocontractant doit être principalement consacrée à ce(s) pouvoir(s) adjudicateur(s) ;
- la personne morale contrôlée ne comporte, en principe, pas de participation directe de capitaux privés.

Ainsi, par essence, les SPL ont vocation à intervenir pour le compte de leurs actionnaires dans le cadre de prestations intégrées ou « quasi-régie ».

En ce sens, l'exécution exclusive par la SPL de contrats qui seraient conclus avec ses actionnaires permettrait de s'exonérer des obligations de publicité et de mise en concurrence habituellement exigées par le Code de la Commande Publique.

Cela correspond parfaitement au schéma établi par la COLMARIENNE DES EAUX, à savoir une société avec un capital à 100% « public » portée uniquement par ses actionnaires collectivités territoriales et groupements de collectivités.

Toutefois, il convient de rappeler que contrairement aux SEM, les SPL ne peuvent pas

- intervenir pour le compte d'autres acteurs que leurs actionnaires, pas plus qu'elles ne peuvent agir en dehors du territoire de leurs collectivités membres,
- développer d'opérations « en propre », c'est-à-dire de leur propre initiative et donc en dehors de tout contrat avec un de ses actionnaires,
- prendre de participation dans une société commerciale.

Il est rappelé qu'une SPL ne peut exercer ses activités que pour le compte de ses actionnaires, dans leurs domaines de compétences et sur leurs seuls territoires.

S'agissant des compétences de la SPL, il convient de préciser qu'elles sont identiques à celles de la SEML et pourront être complétées par toute compétence des actionnaires collectivité ou EPCI.

La société a pour objet :

Exploitation des services de l'eau potable comprenant :

- Production, adduction, stockage, traitement et distribution de l'eau potable
- Suivi de la protection des ressources et de la qualité de l'eau distribuée
- Astreinte liée au service public

- Gestion des travaux de renouvellement de maintenance, d'entretien et de réparation des compteurs, réseaux et des branchements.
- Prestations diverses sur les installations intimement liées aux ouvrages Eau : ouvrages de suppression, ouvrages et équipements de protection (disconnecteurs), compteurs individuels, recherches de fuites...

Défense extérieure contre l'incendie comprenant :

- contrôle et test des points d'eau d'incendie
- relations avec les services du SDIS et les autorités compétentes pour la transmission des informations de fonctionnement, d'arrêt temporaire ou de travaux sur ces points d'eau incendie
- maintenance de ces équipements et, le cas échéant, interventions et travaux nécessaires pour en assurer l'approvisionnement en eau

Exploitation des services de l'assainissement et des eaux pluviales comprenant :

- Curage, entretien des réseaux de collecte et de transport ainsi que des siphons de rue, bassins de stockage, stations de relèvement et autres ouvrages
- Astreinte liée au service public
- Gestion de l'autosurveillance des réseaux
- Gestion des travaux de renouvellement de maintenance, d'entretien, de mise en conformité et de réparation des réseaux et ouvrages ainsi que des branchements.
- Prestations diverses d'entretien des installations intimement liées aux ouvrages d'assainissement et d'eaux pluviales (fosses, dégraisseurs, puits perdus, puisards...), et contrôle des branchements...

Exploitation des services de Traitement des eaux usées

- Gestion, exploitation de stations d'épuration et de tout ouvrage associé
- Astreinte liée au service public
- Gestion des travaux de renouvellement de maintenance, d'entretien et de réparation des stations de traitement
- Prestations diverses d'entretien et l'exploitation des stations de traitement, y compris analyses
- Gestion de l'autosurveillance des stations

Exploitation des services de l'assainissement non collectif comprenant :

- Contrôle des dispositifs de traitement non collectif neufs ou existants
- Astreinte liée au service public
- Curage, entretien de ces ouvrages d'ANC

Etudes, travaux, conseil et cartographie

- Maîtrise d'œuvre, Assistance Maître d'ouvrage, études, conseils, montage de projets, expertises, recherche de financements pour le compte des collectivités dans les activités liées à l'eau potable, à l'assainissement, aux eaux pluviales, ainsi qu'à l'épuration, dont la réalisation lui sont confiées ou non
- Rédaction et élaboration des rapports réglementaires pour les services
- Gestion, développement, déploiement d'outils dédiés à l'exploitation et mise à jour du Système d'Information Géographique et de la cartographie des collectivités dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et des eaux pluviales et réponses aux DT / DICT / ATU
- Instruction et suivi des démarches d'urbanisme et d'aménagements, permis de construire sur les volets concernant l'Eau, l'Assainissement et les Eaux Pluviales.
- Chiffrage, établissement de devis et réalisation de travaux neufs eau, assainissement et épuration
- Réparation d'équipements de réseau et d'ouvrages dans les activités de l'eau et de l'assainissement et mises aux normes d'équipements en termes de sécurité
- Aide à l'organisation des démarches de gestion des milieux aquatiques, gestion de la prévention des risques d'inondation... et des missions pouvant être attachée généralement au grand cycle de l'Eau

Relation avec les abonnés comprenant :

- Comptages, relèves, facturation et recouvrement des consommations d'eau
- Perception et collecte des taxes et redevances assises sur les services publics d'eau et d'assainissement
- Accueil physique et téléphonique, information et sensibilisation des abonnés et usagers des services publics de l'eau, de l'assainissement et de l'ANC
- Le traitement des réclamations

La Société peut réaliser ou faire réaliser toutes études et tous actes nécessaires ou complémentaires à ces activités. D'une manière plus générale, elle peut accomplir toutes les opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

2. Opportunité de la Commune de HUNAWIHR de prendre une participation au capital de la SPL :

La SPL COLMARIENNE DES EAUX souhaite ouvrir son actionariat à d'autres collectivités ou groupements.

Il est ainsi proposé à la Commune de HUNAWIHR de prendre une participation au capital de la SPL COLMARIENNE DES EAUX dans le cadre d'une opération d'augmentation de capital qui devrait se réaliser en début d'année 2023.

Cette opportunité de prise de participation présente un intérêt pour la Commune de HUNAWIHR qui pourra bénéficier dans le cadre d'un contrat de quasi-régie, de prestations réalisées par une société dont elle serait actionnaire.

En tout état de cause, il est indiqué que l'approbation de la prise de participation au capital de la SPL fera l'objet d'une délibération ultérieure de la Commune de HUNAWIHR (au courant du 1er semestre 2023) présentant précisément l'opération avec l'ensemble de ses incidences juridiques et financières liées à la souscription des actions et la participation aux organes d'administration.

Les conseillers municipaux,

VU le rapport du Maire,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.1531-1,

VU le code de Commerce,

VU les statuts de la SPL COLMARIENNE DES EAUX ainsi que les documents fournis (règlement intérieur...) tels qu'annexés à la présente délibération ;

CONSIDERANT qu'il est proposé à la Commune de HUNAWIHR d'entrer au capital de la SPL COLMARIENNE DES EAUX ;

CONSIDERANT l'intérêt de la Commune de HUNAWIHR d'adhérer à la SPL COLMARIENNE DES EAUX qui exercera des activités entrant dans son champ de compétence ;

Après en avoir délibéré, par 11 voix pour (dont une procuration), 1 voix contre (Stéphan GRAPPE), 1 abstention (Olivier ADAM), décident :

- d'approuver le principe d'une prise de participation de la Commune de HUNAWIHR au capital de la SPL COLMARIENNE DES EAUX ;
- d'autoriser le Maire ou son représentant à mener toute discussion et négociation avec les dirigeants de la SPL COLMARIENNE DES EAUX nécessaires à la réalisation de cette opération de prise de participation au capital de la Société ;

- de prendre acte que l'approbation définitive de la participation au capital de la SPL COLMARIENNE DES EAUX fera l'objet d'une délibération ultérieure de la Commune (au courant du 1^{er} semestre 2023) présentant précisément l'opération avec l'ensemble de ses incidences juridiques et financières de l'opération.

Il autorise le maire ou son représentant à signer tout acte y afférent.

5- Servitude pour création d'une fenêtre en façade par un particulier cour du Presbytère protestant

Madame Isabelle GRISS et Monsieur Karl Heinz VERWEYEN propriétaires de la maison d'habitation 1 rue de l'Eglise, ont fait part à la commune de leur souhait de réaliser des travaux d'aménagement consistant en la création d'une nouvelle fenêtre sur la façade de leur bâtiment donnant sur la cour du presbytère protestant, propriété de la commune. Pour la création de cette ouverture portant création de vue sur la cour du presbytère, il y a lieu de constituer une servitude de vue.

Pour les demandeurs, cette servitude constitue un droit de créer une fenêtre ouvrant sur la façade et permettant une vue droite sur la parcelle de la commune (vue en verre transparent et ouvrant).

Pour la commune il s'agit d'un engagement à ne pas obstruer la vue ; aucune plantation ne pourra être réalisée, qui diminuerait son efficacité.

La commune se déclare favorable au projet ; les travaux envisagés feront l'objet d'une déclaration préalable.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'autoriser le Maire à représenter la commune pour la signature de l'acte notarié portant constitution d'une servitude de vue ;
- de porter les frais d'acte notarié à la charge des demandeurs Madame Isabelle GRISS et Monsieur Karl Heinz VERWEYEN.

6- Communauté de Communes du Pays de Ribeauvillé (CCPR)

6-1 : Approbation du projet de modification des statuts de la Communauté de communes du Pays de Ribeauvillé

L'examen des statuts de la Communauté de communes a fait apparaître que la compétence relative à la « *construction, aménagement, entretien, gestion d'un casino (service délégué à un délégataire privé dans le cadre d'une délégation de service public)* », transférée à l'intercommunalité par arrêté préfectoral du 21 février 2006, ne figure plus clairement, depuis 2012, dans la liste des compétences dont dispose la Communauté de communes, alors même que cette compétence n'a jamais été restituée aux Communes membres.

En effet, s'il est aujourd'hui fait mention du « *complexe touristique avec casino, hôtel et thermes* » dans l'article 3 des statuts consacré aux compétences de la Communauté de communes, les références à ce complexe ne permettent pas d'identifier avec certitude la gestion de cet équipement comme constituant une compétence de l'intercommunalité, en sus de sa compétence en matière de gestion des zones d'activité touristique.

Dans ces conditions et afin de lever toute ambiguïté sur ce point, il apparaît opportun de faire clairement apparaître parmi les compétences facultatives de la Communauté de communes la compétence de construction, aménagement, entretien et gestion du casino, aujourd'hui devenu un complexe casinotier (casino, hôtel, restaurant, thermes).

Un projet de statuts modifiés, joint, n'emportant aucun transfert ou restitution de compétence a donc été établi, seule la rédaction de l'article 3 consacré aux compétences de la Communauté de communes étant modifié.

Il est ainsi proposé d'ajouter aux compétences facultatives de la Communauté de communes listées au III de l'article 3 des statuts, au titre du tourisme, la compétence « *construction, aménagement, entretien, gestion du complexe casinotier de Ribeauvillé (service délégué à un délégataire privé dans le cadre d'une délégation de service public)* ».

En conséquence, il est proposé de retirer des compétences obligatoires de la Communauté de communes listées au I de l'article 3 des statuts, au titre des actions de développement économique, la compétence « *Création, aménagement, gestion de la zone touristique d'intérêt communautaire sise à Ribeauvillé et mise à disposition du délégataire du complexe touristique avec casino, hôtel et thermes* », les zones d'activités faisant l'objet d'une compétence obligatoire spécifique, incluant la zone du complexe casinotier, et la gestion de ce dernier de la nouvelle compétence facultative proposée au titre du tourisme.

Ces modifications statutaires nécessitent qu'il en soit décidé par délibérations concordantes du conseil communautaire à la majorité simple et des conseils municipaux se prononçant dans les conditions de majorité suivantes : deux tiers au moins des conseils municipaux représentant plus de la moitié de la population ou la moitié au moins des conseils municipaux représentant les deux tiers de la population, cette majorité devant nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale concernée.

Les communes disposeront d'un délai de trois mois pour se prononcer sur ces modifications statutaires, ce délai commençant à courir, pour chaque commune, à compter de la notification de la délibération de la Communauté de communes par son Président au Maire de la commune. A défaut de délibération dans ce délai de trois mois, leur décision est réputée favorable.

Une fois la majorité qualifiée acquise, c'est au Préfet du Haut-Rhin qu'il appartiendra de prononcer, par arrêté préfectoral, la modification des statuts de la Communauté de communes.

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-20 ;

Vu l'arrêté n°2006-52-1 du 21 février 2006 du Préfet du Haut-Rhin portant approbation des statuts modifiés de la Communauté de communes du Pays de Ribeauvillé, faisant apparaître la compétence : « *construction, aménagement, entretien, gestion d'un casino (service délégué à un délégataire privé dans le cadre d'une délégation de service public)* » ;

Vu l'arrêté n°2012-053-0030 du 22 février 2012 du Préfet du Haut-Rhin portant extension des⁹⁰ compétences de la Communauté de communes du Pays de Ribeauvillé en matière d'assainissement non collectif et approbation des statuts modifiés ;

Vu l'arrêté du 15 mai 2017 du Préfet du Haut-Rhin portant modification des statuts de la Communauté de communes du Pays de Ribeauvillé ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2017 du Préfet du Haut-Rhin portant extension des compétences au 1^{er} janvier 2018 et approbation des statuts modifiés de la Communauté de communes du Pays de Ribeauvillé ;

Vu les statuts de la Communauté de communes dans leur version actuellement en vigueur, issus de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2017 ;

Vu le projet de statuts modifiés ;

Vu la délibération de la Communauté de Communes du Pays de Ribeauvillé en date du 29 septembre 2022 approuvant la modification des statuts susvisés ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Décide :

Article 1 : D'approuver la nouvelle rédaction des statuts de la Communauté de communes du Pays de Ribeaupillé, telle qu'elle figure dans le projet de statuts joint à la présente délibération ;

Article 2 : De mandater Monsieur le Maire pour la réalisation de toutes démarches ou formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

6-2 : Proposition de mutualisation de la plateforme d'expertise SVP

La société SVP est une plateforme d'expertise qui accompagne au quotidien les collectivités dans ses décisions (par téléphone ou sur internet), sur de nombreuses thématiques :

- fiscalité, finances, RH, développement économique, environnement, aménagement du territoire
- marchés publics, réglementation. Elle permet par ailleurs aux collectivités de disposer d'une large documentation, composée de modèles d'actes, de livres blancs ...

La CCPR a décidé de souscrire un abonnement de 6 mois d'essai, en janvier 2022. Le premier bilan étant très concluant, la CCPR souhaite donc poursuivre son abonnement avec SVP et propose la mutualisation aux communes.

La CCPR prendrait à sa charge 50% du montant d'abonnement mensuel, soit 675€ HT/mois ; les 675€ restants seraient alors divisés au prorata du nombre d'habitants par commune, soit pour la commune 22.12 € par mois et 265.43 € annuels.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- décide d'adhérer à la proposition de mutualisation à la plateforme SVP.
- autorise le Maire à réaliser toutes démarches ou formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

7- Réexpertise de la Commune dans l'association des Plus Beaux Villages de France : confirmation du classement – approbation de la charte Qualité 2022

L'Association des Plus Beaux Villages de France (à laquelle appartient Hunawihr), a informé la commune de la décision de la Commission Qualité. Lors de la réunion qui s'est tenue les 24 et 25 juin 2022 à Seillans (Var), elle a confirmé le classement de la commune parmi « les Plus Beaux Villages de France », assorti toutefois des réserves identiques à celles listées lors de la précédente réexpertise du village réalisée en 2012 (entrée Est, espaces publics, bâti privé, urbanisme).

La Commissions Qualité avait alors assorti sa décision de confirmer le classement de la commune parmi « Les Plus Beaux Villages de France » des réserves suivantes :

- l'insuffisance du traitement esthétique du tissu bâti, nuisant à « la mise en désir » du village.
- une urbanisation périphérique en rupture avec les caractéristiques urbanistique du vieux village, et altérant la qualité d'approche du village ;

A l'issue de cette nouvelle expertise, les réserves suivantes ont été notifiées à la Commune :

- Réserve « entrée Est » et « espaces publics » :

La Commission Qualité a pris note du projet de la commune de réaménagement de la route de Ribeaupillé : aménagement paysager d'entrée d'agglomération avec rétrécissement des voies au profit d'un sentier piétonnier, et espère que ce projet permettra de lever les actuelles réserves.

La Commission Qualité se félicite du projet de création d'un sentier piétonnier avec panneau d'information au départ du secteur des 2 parcs pour rejoindre l'Eglise.

➤ Réserve « Stationnement » :

La Commission Qualité s'interroge sur l'adéquation entre l'offre de stationnement et la nombre de visiteurs accueillis. Elle recommande à la commune de poursuivre ses efforts en matière d'accueil et d'organisation de l'offre de stationnement, les besoins en stationnement étant amenés à se développer.

➤ Réserve « bâti privé » :

La Commission Qualité invite la commune à poursuivre ses efforts pour soutenir et accompagner avec exigence les travaux de réhabilitations des façades privées.

➤ Réserve « urbanisme » :

La Commission Qualité invite la commune à faire preuve d'exigence et de vigilance en cas d'urbanisation des futures zones à urbaniser (AUe et AUa).

La Commission Qualité invite la commune à poursuivre ses efforts au sein du village ancien :

- pour le maintien et le développement de sa population permanente,
- pour le maintien et l'accueil de services, activités et commerce de qualité concourant à maintenir et développer sa vitalité socio-économique.

Le conseil municipal prend acte des réserves ci-dessus et s'engage à les prendre en compte dans l'élaboration des différents projets à venir.

Monsieur le Maire présente la charte de l'association qui a pour objet de définir les modalités d'attribution, d'usage et de retrait de la marque déposée et par voie de conséquence, les conditions d'admission ou d'exclusion de l'Association « les Plus Beaux Villages de France ».

La commune s'engage sous peine de déclassement et de radiation de l'association à en appliquer toutes les dispositions et à œuvrer à lever les réserves mentionnées ci-dessus.

La charte Qualité 2022 préalablement transmise aux conseillers est adoptée à l'unanimité.

8- Bail emphytéotique conclu avec le « Centre relais des cigognes – élevage de cigognes » : avenant de prolongation n°3 – autorisation de signature

Monsieur le Maire rappelle que la Commune a conclu, en date du 26 mars 1992, un bail emphytéotique avec le CENTRE RELAIS DES CIGOGNES-ELEVAGE DE CIGOGNES, société à responsabilité limitée représentée par son gérant Monsieur Jean-Claude RENAUD.

Le bail porte sur un total de 22 parcelles du domaine privé de la commune cadastrées section 9 n°81, 86, 117 à 132, 135, 334/137, 297/121, 301/86 pour une superficie totale de 325.47 ares sur lesquelles se trouve actuellement exploité un parc animalier, communément dénommé Naturoparc, accueillant, outre des cigognes, des loutres ou encore des grands hamsters d'Alsace.

Selon les termes du bail conclu, ce dernier a pris effet rétroactivement à compter du 1er janvier 1990 pour une durée de 30 ans et s'achève le 31 décembre 2019 à minuit. A compter de cette date, le CENTRE RELAIS DES CIGOGNES-ELEVAGE DE CIGOGNES n'aurait plus bénéficié d'aucun titre d'occupation et l'ensemble des constructions édifiées sur les terrains pris à bail seraient devenues propriété de la Commune sans versement d'aucune indemnité.

Par délibération du 16 décembre 2019 et du 20 novembre 2020, le Conseil municipal a autorisé le maire à signer un avenant de prolongation au bail emphytéotique, ceci afin de permettre au CENTRE RELAIS DES CIGOGNES-ELEVAGE DE CIGOGNES de poursuivre l'exploitation dans le cadre juridique existant, et à la commune de réfléchir aux conditions d'un renouvellement plus pérenne du titre d'occupation dont bénéficie actuellement le CENTRE RELAIS DES CIGOGNES ELEVAGE DE CIGOGNES, ou d'envisager la réaffectation de tout ou partie de ces parcelles.

Le bail a été prolongé jusqu'au 15 décembre 2022, les autres conditions d'exécution restant inchangées.

En raison de la crise sanitaire qui a touché le pays, et des périodes de confinement qui n'ont pas permis aux discussions engagées de se poursuivre, la conclusion d'un nouvel avenant pour une durée de 1 an s'avère nécessaire. Les discussions en cours permettront de signer le nouveau bail au courant du 1^{er} semestre 2023.

Monsieur le Maire rappelle que la conclusion d'un avenant de prolongation ne permet pas de différer la réalisation des travaux et vérifications réglementaires permettant de lever les observations émises par la commission de sécurité lors de sa dernière visite le 6 juin 2018. Les travaux et vérifications réglementaires doivent être poursuivis.

L'avenant de prolongation au bail emphytéotique sera préparé par l'étude notariale de Maître ZOBLER à RIBEAUVILLE.

- Vu le rapport de présentation de Monsieur le Maire,
- Vu le bail emphytéotique conclu le 22 mars 1992 entre la Commune de Hunawihl et le CENTRE RELAIS DES CIGOGNES-ELEVAGE DE CIGOGNES, société à responsabilité limitée représentée par son gérant Monsieur Jean-Claude RENAUD le 26 mars 1992,
- Vu l'avenant de prolongation du bail établi par Maître ZOBLER, notaire à RIBEAUVILLE, signé le 16 mars 2020,
- Considérant qu'en raison de la crise sanitaire qui a touché le pays, et des périodes de confinement qui n'ont pas permis aux discussions engagées de se poursuivre, une prolongation de la durée du bail s'avère nécessaire.
- Considérant qu'afin de disposer du temps de réflexion suffisant, il est proposé que la prolongation soit conclue jusqu'au 15 décembre 2023 ; les autres conditions d'exécution restant inchangées ;
Le Conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité :
- APPROUVE le principe de la nouvelle prolongation (n°3) du bail emphytéotique conclu entre la Commune de Hunawihl et le CENTRE RELAIS DES CIGOGNES-ELEVAGE DE CIGOGNES, société à responsabilité limitée représentée par son gérant Monsieur Jean-Claude RENAUD le 26 mars 1992, portant sur un total de 22 parcelles du domaine privé de la commune cadastrées section 9 n°81, 86, 117 à 132, 135, 334/137, 297/121, 301/86) pour une superficie totale de 325.47 ares ;
- DECIDE que l'avenant de prolongation (n°3) sera conclu pour une durée courant jusqu'au 15 décembre 2023 ; les autres conditions restant inchangées ;
- PREND ACTE du fait que l'avenant dont il s'agit est préparé et sera reçu par Maître ZOBLER notaire à RIBEAUVILLE ;
- AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'avenant n°3 de prolongation dans les conditions définies ci-dessus et à prendre tous les actes et signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération ;
- PRECISE que les frais d'acte sont supportés pour moitié par chacune des parties.

9 Personnel communal

9-1 : Décompte du temps de travail des agents publics

Le Conseil Municipal,

Sur rapport de l'autorité territoriale,

- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 7-1 ;
- Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature ;
- Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 susvisée ;
- Vu la circulaire ministérielle NOR RDFS1710891C du 31 mars 2017 relative à l'application des règles en matière de temps de travail dans les trois versants de la fonction publique ;
- Vu la réponse du Préfet du Haut-Rhin du 10 mars 2021 à la question du Président du Centre de Gestion FPT du Haut-Rhin du 26 janvier 2021 ;
- Vu l'avis de principe rendu en date du 16 mars 2021 par le comité technique du Centre de Gestion FPT du Haut-Rhin relatif au décompte du temps de travail des agents publics réalisé sur la base d'une durée annuelle de travail effectif de 1 607 heures ;
- Vu le modèle de délibération proposé par le Centre de Gestion FPT du Haut-Rhin ;

Considérant que l'article 47 de de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique abroge le fondement légal ayant permis le maintien de régimes dérogatoires à la durée légale du travail (1 607 heures) ;

Considérant que les collectivités territoriales et les établissements publics disposent d'un délai d'un an à compter du renouvellement de leurs assemblées délibérantes pour définir les règles relatives au temps de travail de leurs agents ;

Considérant que ces règles devront entrer en application au plus tard le 1^{er} janvier suivant leur définition ;
Considérant que le décompte actuel du temps de travail des agents publics tient expressément compte des deux jours fériés locaux (le Vendredi Saint dans les communes ayant un temple protestant ou une église mixte et la Saint-Etienne) ;

Considérant que le cas des jours fériés spécifiques à l'ALSACE-MOSELLE ne diffère pas du cas des autres jours fériés ;

Considérant qu'il convient d'établir le décompte du temps de travail des agents publics sur la base d'une durée annuelle de travail effectif de 1 607 heures ;

Considérant que le présent modèle de délibération a été approuvé en date du 16 mars 2021 par le comité technique du Centre de Gestion FPT du Haut-Rhin ;

Décide à l'unanimité :

À compter de la date de publication de la délibération, le décompte du temps de travail des agents publics est réalisé sur la base d'une durée annuelle de travail effectif de 1 607 heures, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être effectuées.

365 jours annuels
- 104 jours de week-end (52s x 2j)
- 8 jours fériés légaux
- 25 jours de congés annuels
= 228 jours annuels travaillés

228 jours annuels travaillés
x 7 heures de travail journalières (35h/5j)
= 1 596 heures annuelles travaillées arrondies à 1 600 heures
+ 7 heures (journée de solidarité)
= 1 607 heures annuelles travaillées

10- Point d'apport volontaire : mise en place d'un dispositif de vidéoprotection

Monsieur le Maire indique que des dépôts sauvages de détritiques sont de plus en plus souvent constatés au point d'apport volontaire situé à côté de la station de refoulement.

Les brigades vertes sont systématiquement sollicitées pour établir des constats et dresser des procès-verbaux lorsque l'auteur est identifié. La commune facture d'autre part des frais d'enlèvement pour un montant forfaitaire de 50 euros.

Malgré cette procédure, les dépôts sont nombreux et des auteurs restent non identifiés.

Monsieur le Maire engage le débat sur la nécessité d'équiper le point d'apport volontaire d'un dispositif de vidéoprotection (caméra). Il est précisé qu'une alimentation électrique est disponible dans le bâtiment de l'ancienne station d'épuration.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- se prononce pour le lancement d'une étude en vue de mettre en place un dispositif de vidéoprotection (caméra) au point d'apport volontaire ; la décision finale d'installer ou non ce dispositif sera prise par le Conseil Municipal à l'issue de l'étude.
- autorise le Maire à réaliser toutes démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

11- Motion de l'Association des Maires de France sur les finances locales

Monsieur le Maire fait part du courrier de Monsieur David LISNARD, Président de l'Association des Maires de France, présentant une motion préalablement transmise aux conseillers. L'ensemble du Conseil Municipal propose d'adopter la motion suivante :

« Le Conseil Municipal exprime sa profonde préoccupation concernant les conséquences de la crise économique et financière sur les comptes de la commune, sur sa capacité à investir et sur le maintien d'une offre de services de proximité adaptée aux besoins de la population.

Nos communes et intercommunalités doivent faire face à une situation sans précédent :

Estimée pour 2022 et 2023 à environ 5,5%, l'inflation, à son plus haut niveau depuis 1985, va faire augmenter les dépenses annuelles de fonctionnement de plus de 5 Md€.

Les coûts de l'énergie, des produits alimentaires et des matériaux connaissent une hausse spectaculaire qui à elle seule compromet gravement l'équilibre des budgets de fonctionnement et les capacités d'investissement des communes et de leurs intercommunalités.

Enfin, l'augmentation de 3,5% du point d'indice, mesure nécessaire pour les agents territoriaux, ajoute une charge supplémentaire de 2,3 Md€ pour nos collectivités.

Après quatre ans de baisse des dotations de 2014 à 2017, la réduction des moyens s'est poursuivie depuis 2017 avec le gel de la DGF (dotation globale de fonctionnement) et la baisse chaque année des attributions individuelles pour plus de la moitié des collectivités du bloc communal.

Les projets de loi de finances et de programmation des finances publiques proposent de rajouter encore des contraintes avec la suppression de la CVAE et une nouvelle restriction des interventions des collectivités locales, à hauteur de 15 Md€ d'ici 2027, par un dispositif d'encadrement des dépenses comparable à celui dit de Cahors et visant un plus grand nombre de communes et d'intercommunalités.

Ces mesures de restriction financières de nos communes ne se justifient pas : les collectivités ne sont pas en déficit et les soldes qu'elles dégagent contribuent au contraire à limiter le déficit public.

Les erreurs du passé ne doivent pas être reproduites : depuis 2014, la baisse cumulée des dotations, qui représente un montant de 46 Md€ a conduit à l'effondrement des investissements alors que les comptes de l'Etat n'ont fait apparaître aucune réduction de déficit : celui de 2019, juste avant la crise sanitaire, est resté au même niveau qu'en 2014 (3,5% du PIB).

Face à l'impact de la crise économique, il est essentiel de garantir la stabilité en Euros constants des ressources locales pour maintenir l'offre de services à la population, soutien indispensable au pouvoir d'achat des ménages.

Face à la faiblesse de la croissance annoncée à 1% en 2023, l'urgence est également de soutenir l'investissement public local qui représente 70% de l'investissement public et constitue une nécessité pour accompagner la transition écologique des transports, des logements et plus largement de notre économie.

Dans un contexte de crise mondiale, le Parlement doit prendre la mesure de cette réalité et permettre aux communes et intercommunalités de disposer des moyens d'assurer leurs missions d'amortisseurs des crises.

La commune soutient les positions de l'Association de Maires de France qui propose à l'Exécutif :

- d'indexer la DGF sur l'inflation 2023, afin d'éviter une nouvelle réduction des moyens financiers du bloc communal de près de 800 millions d'euros. La revalorisation de la DGF est également indispensable pour engager une réforme globale de la DGF, visant notamment à réduire les écarts injustifiés de dotations.

- de maintenir l'indexation des bases fiscales sur l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) de novembre 2022 (+6,8% estimés).

- soit de renoncer à la suppression de la CVAE, soit de revoir les modalités de sa suppression. Adossée à la valeur ajoutée et déductible du bénéfice imposable à l'IS, la CVAE n'est pas déconnectée des performances de l'entreprise, elle n'est pas un impôt de production mais constitue un lien fiscal essentiel entre les entreprises et leur territoire d'implantation.

Considérant

Les collectivités ne sont pas responsables du niveau élevé des prélèvements obligatoires, la fiscalité locale ne représentant que 6,5% du PIB sur un total de 44,3%.

Si la suppression de la CVAE devait aboutir, il serait alors indispensable de la remplacer par une contribution locale, sur laquelle les collectivités garderaient le pouvoir de taux et/ou d'assiette. Dans l'attente d'un dispositif élaboré avec les associations d'élus, la commune demande un dégrèvement permettant une compensation intégrale.

- de renoncer à tout dispositif punitif d'encadrement de l'action locale. Les 15 Md€ de restrictions de dépenses imposés aux collectivités locales d'ici 2027 sont en réalité des restrictions imposées à la population car c'est autant de moins pour financer l'offre de services.

- de réintégrer les opérations d'aménagement, d'agencement et d'acquisition de terrains dans l'assiette du FCTVA. Cette réintégration doit être opérée en urgence pour permettre notamment aux collectivités locales frappées par les incendies d'avoir de nouveau accès au FCTVA pour l'aménagement des terrains concernés.

- de rénover les procédures d'attribution de la DETR et de la DSIL pour permettre une consommation des crédits votés en lois de finances. En particulier, la commune de ... ou l'intercommunalité de ... demande la suppression des appels à projets, et, pour l'attribution de la DSIL, l'instauration d'une commission d'élus et la transmission des pouvoirs du préfet de région au préfet de département. Cette même logique doit prévaloir pour l'attribution du « fonds vert ».

La commune demande que la date limite de candidature pour la DETR et pour la DSIL intervienne après le vote du budget primitif concerné. Cette évolution permettrait de donner plus de temps aux échanges avec les services de l'État et d'appréhender l'ensemble des projets éligibles.

Enfin, dans un souci de simplification, lorsque le cumul des deux dotations est possible, il faut que le même dossier puisse servir à l'instruction de l'attribution des deux dotations.

Concernant la crise énergétique, la Commune soutient les propositions faites auprès de la Première ministre par l'ensemble des associations d'élus de :

- créer un bouclier énergétique d'urgence plafonnant le prix d'achat de l'électricité pour toutes les collectivités locales, éventuellement assorti d'avances remboursables.

- permettre aux collectivités de sortir sans pénalités financières des nouveaux contrats de fourniture d'énergie, lorsqu'elles ont dû signer à des conditions tarifaires très défavorables.

- donner aux collectivités qui le souhaitent la possibilité de revenir aux tarifs réglementés de vente (TRV) – c'est-à-dire aux tarifs régulés avant l'ouverture à la concurrence - quels que soient leur taille ou leur budget ».

La présente délibération sera transmise au Préfet et aux parlementaires du Département.

12- Divers

/

13- Compte rendu des commissions et représentations extérieures

➤ Commission « CADRE DE VIE - ENVIRONNEMENT- EMBELLISSEMENT DE LA COMMUNE » (Petit patrimoine, Fleurissement, Fête et décorations de Noël)

Madame Laura SIPP remercie toutes les personnes (conseillers et bénévoles extérieurs) qui ont participé à l'organisation, à la mise en place, au service, et à l'accompagnement lors du repas des Aînés le 26 novembre dernier, ainsi que les élèves des écoles qui ont réalisé des cartes de voeux.

Elle remercie aussi tous les bénévoles qui ont participé aux ateliers bricolage pour la fabrication des décorations de Noël qui embellissent la commune pendant la période des fêtes.

14- Informations -Communication :
--

➤ **Reprise du Commerce Multi-Services**

Suite au départ annoncé de la gérante, la commune a lancé un appel à candidatures pour poursuivre l'activité de commerce multi-services : Point Poste, épicerie-dépôt de pain et de pâtisserie, colis, presse....

Après examen des candidatures, la commune retient celle de Nadège ZWICKEL, domiciliée à Hunawihr, 33 B route de Ribeauvillé. L'ancienne et la nouvelle gérante conviendront d'un commun accord de la date de reprise effective du commerce multi-services, à fixer dans le courant du 1^{er} trimestre 2023.

Monsieur le Maire lève la séance à 22 h 00.

Tableau des signatures pour l'approbation du procès-verbal des délibérations du Conseil Municipal de la Commune de HUNAWIHR - séance du 12 décembre 2022

A l'ordre du jour :

- 1- Approbation du compte rendu du Conseil Municipal du 19 septembre 2022.
- 2- Rapport du Maire sur les décisions prises dans le cadre de la délégation du Conseil Municipal
- 3- Questions financières
 - 3-1 : Tarifs communaux 2023
 - 3-2 : Tarifs de location des salles communales aux associations 2023
 - 3-3 : Aides financières pour la réhabilitation des bâtiments 2023
 - 3-4: Aides financières pour la restauration des murets de vignes 2023
 - 3-5 : Montant de la participation à l'assainissement collectif (PAC) 2023
 - 3-6 : Fixation du prix de l'eau et de l'assainissement 2023
 - 3-7 : Tarif de location des compteurs communaux
 - 3-8 : Attribution d'une aide financière pour la réhabilitation d'un bâtiment (réfection de façades, réhabilitation d'un bâtiment)
 - 3-9 : Service Général : Ouverture de crédits avant le vote du budget
 - 3-10 : Budget Annexe Eau-Assainissement : Ouverture de crédits avant le vote du budget
- 4- Société publique locale Colmarienne des Eaux ; prise de participation de la commune au capital de le SPL
- 5- Servitude de cour commune pour création d'une fenêtre en façade par un particulier cour du Presbytère protestant
- 6- Communauté de Communes du Pays de Ribeauvillé :
 - 6-1 : Approbation du projet de modification des statuts
 - 6-2 : Proposition de mutualisation de la plateforme d'expertise SVP
- 7- Réexpertise de la Commune dans l'association des Plus Beaux Villages de France : confirmation du classement – approbation de la charte Qualité 2022
- 8- Bail emphytéotique Centre Relais des Cigognes : reconduction de l'avenant de prolongation
- 9- Personnel communal :
 - 9-1 Temps de travail dans la fonction publique - 1607 heures
- 10- Point d'apport volontaire : mise en place d'un dispositif de vidéoprotection
- 11- Motion Association des Maires de France sur les finances locales
- 12- Divers
- 13- Compte rendu des commissions et représentations extérieures
- 14- Informations

Nom - Prénom	Qualité	Signature	Procuration
SIEGRIST Gabriel	Maire		/
SIPP Laura	Adjointe		/
ZORNINGER Jean	Adjoint		/
FULWEBER Richard	Adjoint		/
ADAM Olivier	Conseiller municipal		/

BEN EL KEBIR Hafid	Conseiller municipal		/
GRAPPE Stéphan	Conseiller municipal		/
HATSCH Sébastien	Conseiller municipal	Procuration à Jean ZORNINGER	
HERVILLARD Sophie	Conseillère municipale	Absente non représentée	/
HIRTZ Cécilia	Conseillère municipale	Absente non représentée	/
KURTZ Christophe	Conseiller municipal		/
LAUNAY Sonia	Conseillère municipale		/
LECOMTE Stéphane	Conseiller municipal		/
REINER Nicolas	Conseiller municipal		/
SEILER Frédéric	Conseiller municipal		/